

BESANÇON Education

Mathématiques : la quadrature du cercle

Le rectorat est contraint d'employer des contractuels pour le remplacement des profs de maths. Une tendance durable, qui touche aussi d'autres matières. Le Snes tire à nouveau la sonnette d'alarme.

Qu'est-ce que tu voudrais faire plus tard ? Soigner les orques ? Footballeur professionnel ? Maquilleuse du président Macron ? Et devenir un Cédric Villani, ça te branche ?

Les jeunes générations ont bien du mal à « calculer » leur avenir professionnel. Mais une tendance semble s'inscrire dans la durée. Le métier de professeur ne fait plus autant rêver. Entre autres la discipline des mathématiques. Selon l'enquête internationale Timss sur les mathématiques et les sciences, décortiquée par le Monde Éducation, « les élèves français ne sont, en 2015, que 1 % à atteindre le seuil « avancé » en maths. Il y a vingt ans,

ils étaient 15 %. Ils sont aujourd'hui 11 % à avoir un niveau élevé, contre 64 % en 1995 ». Cette « chute vertigineuse » des résultats oblitère évidemment nombre de trajectoires post-bac vers le Capes.

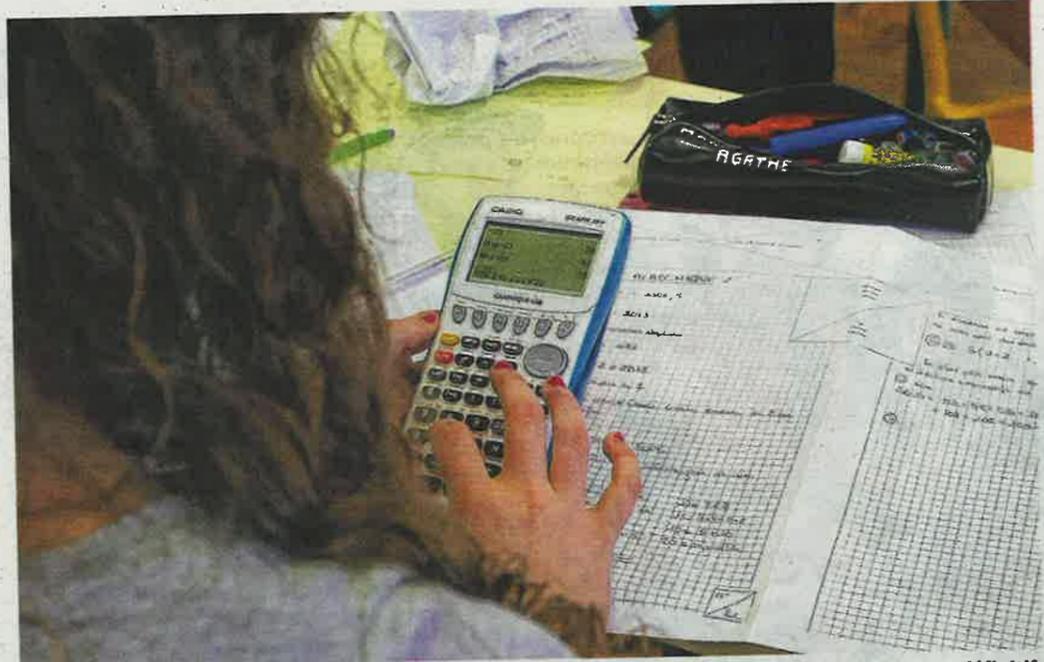
En 2017, plus d'un quart des postes ouverts dans cette matière n'ont pas été pourvus. L'onde se fait ressentir jusque dans les établissements scolaires qui éprouvent certaines difficultés à pallier le remplacement provisoire ou définitif d'un enseignant. Non remplacé, par exemple, sur leur période de congé paternité.

Le rectorat n'élude pas le sujet. Et admet qu'il « pourvoit, en priorité, au remplacement des enseignants qui partent en retraite en positionnant les titulaires des zones de remplacement ». 39 professeurs de maths « mobiles », « cinq de plus qu'à la rentrée 2016 », tient à positionner Gérard Vaysse, directeur des ressources humaines au rectorat. « Mais on est dans une discipline où on aimerait posséder un potentiel de remplacement supérieur ».

« Nous sommes amenés à recruter des contractuels »

Cependant, ces éléments sont « affectés pour une grande partie sur des postes à l'année. Mais une fraction reste disponible ». Ils sont au nombre de onze pour l'académie de Besançon. Insuffisant, évidemment, pour colmater les arrêts maladie, congés maternité ou formations qui surviennent !

56 contractuels, non titulaires, travaillent en renfort dans l'académie. Le rectorat cherche à accroître leur nombre.



Les établissements scolaires éprouvent certaines difficultés à pallier le remplacement provisoire ou définitif d'enseignants en mathématiques. Photo Mathieu CUGNOT

« Il y a en effet des situations pour lesquelles nous sommes amenés à recruter des contractuels. C'est-à-dire des personnels non titulaires dont les compétences en mathématiques et les aptitudes à enseigner sont validées par un corps de l'inspection ».

Le rectorat dispose ainsi « d'un vivier de 56 personnes que l'on cherche à accroître grâce, par exemple, au jobdating mis en place avec notre partenaire Pôle em-

ploi ».

Gérard Vaysse assure que plus de 95 % des demandes de remplacement sont satisfaites. Mais convient que les mathématiques « sont une discipline qui demande une surveillance accrue. Dans un contexte national peu favorable ».

Ces complications corrodent également d'autres disciplines. Et accélère le grippage du système éducatif français. Une situation encore aggravée par les conclusions de l'étu-

de Pirls qui mesure les performances en compréhension de l'écrit des élèves en fin de quatrième année de scolarité obligatoire. Et qui marque le retrait de la France par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE et de l'Union européenne. L'enquête avance aussi que « la part des élèves jugés très performants est trois fois plus basse en France que dans les autres pays européens ». Le problème est posé...

Éric BARBIER

« Ils sont en panne de remplaçants »

« Les mathématiques ne sont pas la seule discipline à souffrir de ce lourd déficit. Les lettres et les langues vivantes sont également touchées par cette pénurie ».

La secrétaire académique du SNES-FSU, Nathalie Faivre dénonce depuis longtemps la dégradation du système éducatif français. La rentrée 2017 alourdit encore cet inquiétant constat. « On s'est aperçu que c'était la première année où le rectorat rencontrait des difficultés à pourvoir toutes les heures d'enseignement. Ils sont en panne de remplaçants ».

Des lycées ont déjà eu trois professeurs différents dans une matière depuis le début de l'année ! Plus largement, la syndicaliste comprend le manque d'intérêt des étudiants pour cette profession.

Une désaffection qui s'explique selon elle par « la faiblesse du salaire de départ. Moins de 1 500 € pour un bac +4 avec une



Nathalie Faivre : « nos politiques actuelles ont une vision très utilitariste ». Photo d'archives ER

mobilité obligatoire. Il est vrai aussi que le public scolarisé a évolué, est de plus en plus difficile à gérer. Cela vient de l'institution qui a supprimé le redoublement,

sans autre alternative. On est aujourd'hui confrontés à un nombre grandissant d'élèves que l'on traîne de classe en classe avec de gros déficits de connaissances ! »

« Trop d'élèves par classe »

L'incohérence des politiques successives a également plombé le système. « Il suffit d'analyser l'étude Pirls. On voit bien que ce tassement des résultats des élèves vient des dysfonctionnements de notre système. Trop d'élèves par classe, moins d'accompagnement. Cette génération est celle qui a pris en pleine face les réformes Sarkozy avec la suppression de 60 000 postes dans les premier et second degrés ». En première ligne, les élèves eux-mêmes.

Serait-il envisageable de reverser ces heures d'absence sur les emplois du temps des autres enseignants d'une même matière ? Sous la forme d'heures complémentaires, avec une rémunération majorée ?

« Cela existe déjà, leur volume a d'ailleurs augmenté de façon exponentielle ! », constate Nathalie Faivre.

« Le problème est que ces heures complémentaires ne couvrent

que les cours. Le travail de préparation, de correction inhérent n'est ni quantifié ni reconnu ! Et puis, intervenir dans une classe que l'on ne connaît pas, cela ne sert à rien. »

La représentante du SNES cite également les aberrations de la réforme des collèges « imposée aux professeurs contre leur avis et à marche forcée. La rentrée 2018 n'augure rien de bon. On la voit mal, très mal. Le ministre Blanquer prévoit moins de postes ouverts au Capes, donc moins de profs, donc moins de cours aux lycéens. Plus clairement, cela pose le problème de notre société. Quel budget veut-on consacrer à l'éducation de nos enfants. De plus, nos politiques actuelles ont une vision très utilitariste de l'Éducation. Récemment, le recteur de l'académie nous a quand même glissés que notre rôle de professeur était d'insérer les élèves. Non, moi, je suis là pour leur transmettre des connaissances. »

Ér.B.

25A18 - V1